

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Tom Thomas
« Quoi qu'il en coûte »
ou la fuite en avant du capitalisme
éditions critiques 2021

Avant propos	page 2
Ch 1. Le capital fictif	page 2
La monnaie de crédit	page 3
Les titres boursiers	page 4
Pourquoi le crédit ?	page 6
Ch 2. Hypertrophie du capital financier	page 7
La dérégulation ou le capital financier libéré	page 7
La dette publique	page 10
Ch 3. Le capital financier et les crises	page 13
Avant 1971	page 13
Capital financier et crises à l'époque du capital sénile	page 15
Les Etats face à la sénilité du capital,	
L'émission monétaire comme potion magique	page 17
Ch 4. Aboutissement d'une histoire	page 20
L'illusion monétaire : un va tout désespéré	page 20
Vers une fin du capitalisme	page 21
Ch 5. Une époque de crise inédite, chronique et sans cesse aggravée	page 22
Ch 6. S'orienter dans la crise	page 26
Pour conclure Une perspective communiste	page 28
Annxe 2. Egalisation de taux de profit	page 30

Une forme particulière de capital dite capital-argent ou capital financier s'est développée, forme que Marx a analysé finement en la nommant « capital fictif » puisque l'argent ne produit pas d'argent comme le poirier des poires selon son expression. Capital financier qui s'est hypertrophié jusqu'à former les énormes « bulles » contemporaines qui éclatent régulièrement en « krachs » retentissants. Capital financier dont l'hypertrophie et la concentration aux mains d'une minuscule minorité, les 1% à 5%, sont considérées par les idéologues « de gauche » (c'est-à-dire de l'aile gauche de la bourgeoisie, qui prétend rendre plus « humain » le capital) comme le principal responsable des inégalités, du chômage et des misères de toutes sortes que subissent les peuples, comme responsable d'empêcher le capital, le « bon » capital productif, de croître harmonieusement pour le progrès et le bien-être de tous.

Nous verrons que cette hypertrophie exceptionnelle alimentée par une émission monétaire débridée révèle une forte avancée du capital dans sa sénilité, dans la déliquescence du capital réel (le capital productif de plus-value), mais que ce mouvement ne date pas du tout de la pandémie qui n'a fait que l'accélérer.

Nous verrons alors pourquoi le choix aujourd'hui n'est plus qu'entre abolition du capital ou des sortes de nouveaux fascismes de type orwellien (une dictature bureaucratique et policière d'une « élite » scientifico-technocratique), et les guerres qui peuvent les opposer sur fond de nationalismes exacerbés par la crise. En précisant bien qu'abolition du capital veut dire abolition des rapports de propriété et de production qui le fondent à la fois et indissociablement comme productif et financier, et non pas simple étatisation de la propriété.

Chapitre 1

Le capital fictif

Dès le 19^e siècle, Marx a observé l'existence d'une forme financière du capital, qu'il a souvent appelée « capital argent » ou encore « capital fictif », fondée sur le crédit. Il s'agit donc de l'argent que son possesseur avance ou prête dans l'espoir d'un gain futur. Le capital réel est, quant à lui, un procès de production dans lequel est extorqué du surtravail (du temps de travail non payé) qui sera éventuellement transformé en plus-value (pl), base du profit lors de la vente des marchandises issues de ce procès.

La somme A investie initialement augmentée de la plus-value, soit $A' = A + pl$. A' représente donc la valeur des marchandises produites, c'est-à-dire la quantité de travail social qu'elles contiennent, dont elles sont le produit. Dans le mode de production capitaliste, l'argent est au début et à la fin du cycle de production, mais lui-même ne produit rien. L'argent ne vaut comme capital que s'il disparaît dans l'achat des moyens de produire de la plus-value et reparaît comme plus d'argent (en cas de faillite, A disparaît toujours, sauf ce qui peut être revendu des matériels, stocks, etc.). L'utilité, la valeur d'usage de cette

marchandise spéciale qu'est l'argent est qu'il représente n'importe quelle valeur, n'importe quelle marchandise, qu'il peut donc s'échanger contre toutes et permettre à toutes de s'échanger entre elles.

Le capital n'existe qu'en mouvement, comme valeur se valorisant. Si ce processus de valorisation-accumulation s'interrompt, la production s'arrêterait aussi car elle n'en est que le support, que le moyen, mais nullement le but. Sans valorisation pas de production. C'est pourquoi tant que durent les rapports de production capitalistes ce sont les exigences de la valorisation maximum qui déterminent la production et la répartition des richesses. Ve que n'ont jamais compris ceux qui, comme « la gauche » étatiste ou/et écologiste, prétendent pouvoir instaurer un capitalisme sans ses exigences et ses conséquences catastrophiques.

On peut, avec Marx, distinguer trois grandes formes de titres représentant une avance d'argent et formant la base du capital financier, aussi appelé capital fictif :

- La monnaie de crédit
- Les titres boursiers (actions et obligations, et les titres qui en seront dérivés, en masse à partir de la fin du 20^e siècle)
- Les titres des dettes publiques (dont nous parlerons chapitre 2)

La monnaie de crédit.

Elle est créée lors d'une séparation entre l'achat et le paiement : le vendeur, ou bien une banque qui avance l'argent de la transaction pour le compte de l'acheteur, n'est remboursé par celui-ci qu'après un certain délai.

D'où une possibilité de crise quand des masses de créances plus ou moins importantes ne sont pas honorées. Dans le capitalisme développé elle se présente toujours comme crise bancaire, les banques étant les principaux créanciers, mais ce sont en réalité des emprunteurs qui ont failli. C'est dire qu'il s'agit d'une crise dont la cause est dans l'échec d'un ou plusieurs processus de valorisation ayant entraîné des impossibilités de remboursement de la part d'entreprises mises en faillite, de salariés mis au chômage, etc.

Le remboursement de la dette annule la créance plus ou moins longtemps après, donc annule alors la monnaie de crédit correspondante. Mais nous verrons que ces annulations sont loin de compenser la masse des crédits et des titres financiers, car ceux-ci ne cessent de croître, et de façon exponentielle avec le capitalisme moderne. Et nous verrons pourquoi ce phénomène est inéluctable, de même que ses conséquences : les krachs financiers.

Quand une banque prête, elle inscrit au passif de son bilan un dépôt fictif d'un montant égal à celui du prêt. Le crédit est comme « *un déposant imaginaire de la banque* » (Marx), et ce dépôt sera éteint quand le crédit sera remboursé. L'emprunteur pourra tirer des chèques sur ce dépôt pour payer ses fournisseurs (commerçants, entreprises, etc.), qui les déposeront à leur banque, y créant un dépôt sur lequel ils tireront d'autres chèques pour payer leurs frais, qui seront déposés dans d'autres banques, etc. Enfin les chambres de compensation établiront les soldes de tous ces virements en comparant et compensant tous ces chèques déposés dans différentes banques, ne laissant régler entre elles en « vrai

argent » que des soldes relativement faibles au regard des sommes ayant circulé. Les besoins de liquidités dont les banques ont néanmoins besoin au jour le jour pour régler ces soldes sont couverts par les dépôts de la clientèle ayant ouvert des comptes dans ces établissements.

Pour accroître leurs capacités de prêts, et les profits afférents, les banques peuvent aussi obtenir des liquidités par l'emprunt ou l'escompte de leurs créances auprès d'autres banques, voire auprès de la Banque centrale. Depuis les années 1980-1990, elles en obtiennent aussi en vendant leurs créances à des organismes financiers créés à cet effet. Ce qui leur permet en outre de se débarrasser du risque de non-remboursement.

Bref, la monnaie de crédit est donc essentiellement une création ex-nihilo par les banques.

Certes les Etats tentent parfois de limiter l'émission de crédits, m'émission privative de monnaie. Ils disposent pour cela de quelques moyens comme celui d'augmenter les taux d'intérêt que réclament les banques centrales pour fournir de l'argent aux autres banques (taux dits « directeurs » dont découlent les taux des crédits aux entreprises et particuliers), ou encore d'augmenter le taux des réserves obligatoires. Mais ils ne peuvent jamais aller très loin dans ces tentatives de limitation (...) parce que le crédit est un ingrédient indispensable à la valorisation du capital, et qu'il en faut de plus en plus au fur et à mesure de son accumulation.

Ainsi, par exemple, dès que les taux d'intérêt augmentent, les investissements et la fameuse « croissance » déclinent, tandis que le chômage, les prix etc. augmentent, ce qui ne manque pas, à trop persévérer dans ce sens, de créer une crise économique et sociale. Mais si ces taux d'intérêt baissent, c'est la masse de capital fictif qui augmente et s'en suivent des krachs destructeurs.

Les titres boursiers

Actions et obligations en sont les formes les plus simples. Le principe de ces deux formes de titres est bien connu : il s'agit d'une avance d'argent à des entreprises que des agents particuliers du capital, directeurs, cadres, etc. (les capitalistes actifs), sont chargés de convertir en moyens matériels et humains dont ils useront pour produire le maximum de plus-value. Les possesseurs d'obligations sont de simples prêteurs d'argent, exigeant un taux d'intérêt, en général fixe. Les possesseurs d'actions sont censés être copropriétaires de l'entreprise, et ils se partagent une part de la plus-value sous forme de dividendes, tout en espérant surtout une hausse de la valeur vénale de leurs titres. En fait seule une petite poignée de gros actionnaires exercent les fonctions de propriétaires financiers (capitalistes passifs), c'est-à-dire décident de où placer l'argent et à quels capitalistes actifs le confier. Les autres actionnaires ne font qu'attendre le revenu.

Dans le cas des actions, le jargon boursier utilise le CCR (coefficient de capitalisation des résultats). Il s'agit du rapport entre le cours boursier et le dividende. Par exemple, si le CCR est de 20 et le dividende de 90, la valeur de l'action est de 1800 (soit la capitalisation d'un flux espéré comparable à un intérêt de 5%). Autrement dit la somme d'argent mise, ici

1800, serait remboursée en 20 ans. Au-delà de son côté rébarbatif ce raisonnement mérite d'être compris, car il est un élément qui permet de saisir la situation du capital contemporain. En effet, plus les CCR sont élevés et plus cela signifie que le niveau des cours est élevé par rapport aux bénéfices réalisés, et cela signifie donc que le niveau des bénéfices attendu dans le futur par l'investisseur est probablement très exagéré, pure spéculation sur une élévation improbable de la production de plus-value.

Ce qu'il faut aussi remarquer avec ces titres boursiers, c'est qu'ils sont, comme les créances, un dédoublement, une démultiplication du capital. Ainsi, quand une société vend son capital à des actionnaires, les actions circulent sur le marché boursier comme valeurs capitalisées, à côté des capital physique ou intellectuel (des brevets par exemple) initial augmenté par l'argent ainsi récolté et investi. Premier dédoublement : il y a les titres et ce capital augmenté. En même temps la société peut emprunter à une banque en gageant ce même capital (ses équipements, ses immeubles, etc.) et donc le doubler à nouveau, tandis qu'à son tour la banque titrisera et monnera ses créances, et c'est encore de l'argent qui dédoublera une nouvelle fois ce même capital. Ainsi pour un capital de valeur donnée mobilisé dans un processus de production, des titres financiers, des signes de valeur d'un montant triple ou quadruple circulent dans la planète financière.

Si on considère en plus que tous ces titres peuvent être achetés eux-mêmes à crédit, on devine l'ampleur que peut connaître le développement du capital financier.

Dans le crédit, le prêteur ne cède pas l'argent (il n'est pas donné), mais seulement son usage, sa valeur d'usage qui lui est attribuée de produire un revenu. Le prêteur (...) voit son argent fonctionner tout comme un capital réel, puisque le A prêté lui revient comme A', A gonflé de l'intérêt.

L'intérêt est en général fixé par un taux fixe, et donc n semble pas dépendre du profit (sauf quand le débiteur fait faillite !). Et comme le profit est lui-même une forme mystifiée de la plus-value, cela veut dire que l'intérêt est comme dédoublement détaché de sa réelle origine, cette plus-value, et apparaît comme n'ayant rien à voir avec elle aux yeux des prêteurs. L'intérêt leur apparaît comme la rémunération de l'argent, sans même que, pour son propriétaire tout du moins, il ait à se frotter au travail, à faire le pari d'un processus de valorisation réussi.

Première conséquence de la notion d'intérêt, il semble s'établir un circuit direct A - A'. Le capital de prêt A semble pouvoir se valoriser sans même avoir à passer par la transformation risquée en moyens de production, puis par « le saut périlleux » de la marchandise produite en A' par sa vente, le prêteur devant en principe toucher son intérêt quoi qu'il arrive.

Ici réside la base sur laquelle se développe l'idéologie du « bon capitalisme ». Tout ce qui se passe dans la production serait naturel, technique, et juste (tous les membres du « travailleur collectif » coopèrent, tous sont payés en fonction de la valeur de leur puissance de travail, de leurs capacités et de leurs efforts, etc.). Tandis que, pour cette idéologie, le financier qui ne fait qu'avancer l'argent-capital, qui « *représente la propriété capitaliste*

avant le procès de circulation et en dehors de lui », est un parasite, qui s'enrichit sans travailler.

C'est comme capital financier que le capital devient pleinement mondial, se déplaçant avec rapidité au gré des meilleurs rendements puisque sous cette forme il est parfaitement fluide. Voilà une des raisons pour lesquelles la dite « financiarisation » de l'économie (si critiquée par les idéologues de la gauche bourgeoise) et la mondialisation des chaînes de production de la plus-value croissent nécessairement ensemble.

Le comportement de la finance est bien cela : la supputation d'un flux d'argent futur, éventuel. Par nature c'est donc un comportement spéculatif. Comment précisément sera créée cette richesse, est un problème qui ne l'effleure pas ou peu. Tout semble se renverser.

Pourquoi le crédit ?

L'avance d'argent est évidemment indispensable au procès de valorisation : pas de production sans investissement. La masse d'argent nécessaire croît en même temps que se développe la grande industrie, se perfectionne la machinerie, se concentrent les capitaux, s'élargit la mondialisation, etc. En conséquence le rôle des prêteurs d'argent, des banques et des bourses, du système financier en général, du capital financier donc, devient plus important et plus essentiel dans l'accumulation du capital.

Mais le crédit a d'autres vertus en matière d'accroissement des gains. Citons-en deux.

1) Il permet d'accélérer la rotation du capital, c'est-à-dire le temps qu'un capital A devienne A' et puisse alors être réinvesti.

2) Il permet d'obtenir de formidables « effets de levier ». On appelle ainsi le fait que le crédit permet au spéculateur qu'est tout financier de démultiplier ses gains (mais aussi ses pertes) à partir d'une même mise, en référence bien sûr au phénomène physique du levier qui permet de soulever un poids supérieur à la force engagée.

Les possesseurs d'argent ne manquent pas d'user et d'abuser du crédit. (...) Il accélère l'accumulation du capital productif parce qu'il est, dans un premier temps, moyen d'augmenter la valorisation. Et parce qu'alors les affaires marchent bien, c'est l'optimisme, voire l'euphorie, et la demande de crédit augmente en même temps que la production de marchandises et de plus-value. Cela jusqu'à la crise qui advient inéluctablement du fait que la consommation n'augmente jamais aussi vite que cette production, que l'accumulation de capital productif, et de beaucoup, ce qui est le principe même du rapport salarial.

Mais de plus, et c'est ce que nous allons maintenant examiner, la masse de capital financier s'accroît à partir d'elle-même à beaucoup plus grande vitesse encore que celle du capital argent investi dans des procès de valorisation réelle du fait de l'autonomie de l'argent, de sa faculté de pouvoir s'accroître sans rapport avec la richesse réelle qu'il est censé représenter. (...) D'où des « bulles » financières et les krachs qui s'ensuivent et qui ruinent, pour plus ou moins longtemps, le système du crédit, tarissant les investissements, et donc la croissance, l'emploi, etc. Bref, le crédit est à la fois indispensable au développement du capital, en même temps que facteur de crise.

La dérégulation ou le capital financier libéré

Le phénomène de la démultiplication du capital financier que nous avons examiné dans le chapitre précédent a connu un bond si formidable à partir des années 1970, et encore plus formidable depuis la crise des subprimes de 2008, qu'il revêt maintenant une signification particulière.

Ce bond fait partie de la réponse apportée par les hauts fonctionnaires du capital aux difficultés croissantes qui, à partir des années 1970, ont entravé et érodé sa valorisation, marquant la fin des « Trente Glorieuses » et son entrée dans son âge sénile. Cette réponse a consisté principalement en deux mesures conjointes :

1° La mondialisation, autrement dit la délocalisation (via la sous-traitance à des firmes locales ou la création de filiales) de toutes sortes de travaux dans des pays où la main-d'œuvre était très bon marché (...). En même temps cette concurrence mondialisée entre ouvriers faisait pression sur ceux qui subsistaient – de moins en moins nombreux – dans les pays du centre, les obligeant à se soumettre à une forte dégradation de leurs conditions de travail et de vie. Elle a aussi permis de faire baisser les prix des biens de consommation courants des travailleurs de ces pays riches, ce qui a contribué à leur relative résignation devant cette dégradation.

2° L'ouverture des vannes de l'émission de crédits, et de monnaie donc, par le moyen de l'abandon de l'étalon-or auquel était encore lié le dollar, et, par son intermédiaire les autres monnaies. En même temps était développée une « dérégulation » qui assouplissait considérablement les règles de contrôle prudentiel par lesquelles les Etats pouvaient quelque peu limiter les émissions de crédits par les banques, et qui autorisaient de plus la création de toutes sortes d'organismes financiers hors des quelques règles qui encadraient encore le système bancaire.

Les monnaies papiers émises massivement par les pays capitalistes étaient encore, jusqu'en 1971, directement, ou par leurs liens avec des monnaies qui l'étaient comme le dollar ou la livre sterling, liées à l'or. (...) mais l'extension inouïe des échanges, donc aussi des paiements internationaux et des signes monétaires en circulation, ne pouvait que se heurter aux limites de la production d'or.

Les stocks métalliques des banques centrales ne pouvaient pas correspondre à la masse des monnaies scripturales en circulation, immédiatement échangeables contre des billets, eux-mêmes convertibles en or (directement, ou via une monnaie liée à l'or comme le dollar). Et c'est cette convertibilité de la monnaie scripturale, de crédit, en « vrai » argent qui était particulièrement et massivement demandée à chaque crise : impossible à réaliser, elle devait alors être suspendue, cela juste au moment où l'or était mis en demeure d'assumer son rôle (qui apparaît bien alors comme imaginaire) de garantir la valeur des signes

monétaires, et, derrière eux, des marchandises. Comme si la société d'assurance faisait faillite au moment du sinistre. Il est d'ailleurs évident qu'une seule marchandise, l'or, ne pouvait plus, depuis longtemps, représenter la valeur de toutes les autres, ce qui lui était demandé en temps de crise.

C'est pourquoi en réalité le système de l'étalon-or n'a pu être appliqué que sur une courte période, de 1880 à 1914. La convertibilité des billets fut suspendue dès la Première Guerre mondiale. Puis encore pendant la grande crise des années 1930. La ruée aux guichets des banques des détenteurs de papiers anxieux de les convertir au plus vite en « vrai » argent, en or, avait rapidement asséché les réserves des banques centrales. L'encaisse or de la Grande Bretagne, par exemple, a diminué de 80% entre 1929 et 1931. L'inconvertibilité y fut décrétée en septembre 1931, en avril 1933 aux Etats-Unis, en 1935 pour la France.

Après la Seconde Guerre mondiale les accords de Brettons Woods, en juillet 1944, établissent l'hégémonie du dollar. Toutes les monnaies du monde « libre » étaient définies par rapport au dollar, qui restait seul convertible en or (et seulement pour les banques centrales). A cette époque la guerre avait permis aux Etats-Unis de gonfler leur stock d'or jusqu'à détenir les trois quarts des réserves mondiales.

Tous les soldes du commerce international étaient réglés en dollars. Cette situation donnait aux Etats-Unis, et à eux seuls, l'avantage énorme de pouvoir payer leurs déficits simplement en émettant des dollars, ou plutôt des bons du Trésor américains, ce qui revient au même. Par exemple, les dollars issus des excédents commerciaux de pays comme le Japon étaient rapatriés aux Etats-Unis en échange de bons du Trésor rémunérés (c'est ainsi que le Japon était alors devenu le premier créancier des Etats-Unis, détenant plus de 20% de sa dette). La FED était comme la banque centrale du monde, avec monopole du droit d'émission de la monnaie internationale. Et plus ces pays remplissaient leurs coffres de dollars, plus ils étaient intéressés à ce qu'il ne s'écroule pas, donc à en soutenir le cours en achetant toujours plus de bons du Trésor américain.

Le creusement des déficits et de la dette publique finissaient quand même par miner la confiance dans la valeur de dollars émis à tout va. la coûteuse guerre du Vietnam aggrava cette situation. En 1960 déjà la valeur des dollars détenus à l'extérieur des Etats-Unis dépassait celle du stock d'or de Fort Knox (à 35 dollars l'once). Malgré l'éphémère constitution d'un pool de l'or constitué avec sept pays européens (1960-1961), la convertibilité du dollar ne pouvait plus être assurée, alors justement que les énormes déficits américains poussaient les détenteurs de dollars à la demander.

La seule solution était de dévaluer le dollar, et de se libérer définitivement des limites de l'or comme représentant de toutes les valeurs. Ce que fit Nixon en 1971. Ainsi étaient annulés l'ensemble des accords de Brettons Woods de juillet 1944. (...) Dès lors les diverses monnaies n'avaient plus le moindre lien avec l'or. Elles valaient en fonction de la capacité qu'elles avaient, ou pas, d'être créances sur une part de la richesse sociale, celle que leur zone d'influence leur permettait de représenter. Le billet de banque n'est que ça : « *une assignation sur le stock de produit de la nation et sur sa force de travail* » (K. Marx), une assignation sur la richesse sociale, une représentation de cette richesse. Inutile pour cela de

passer par l'or : le billet peut jouer directement ce rôle, tout comme l'assignat émis par la première <république française était assignation sur les biens de l'Eglise et des nobles.

L'abandon de l'étalon-or et des accords de Brettons Woods a permis la dérégulation dite « libérale » des mouvements de capitaux et de marchandises (libre commerce, libre circulation des capitaux, libre émission de monnaie de crédit, libre création de titres financiers en tous genres). Dès lors les vannes du crédit étaient grandes ouvertes, les flux financiers massivement accrus, qui permettaient en particulier de développer les IDE (investissements directs à l'étranger), le commerce mondial (transports par containers notamment) et d'élargir ainsi les chaînes des procès de production, c'est-à-dire de la valorisation. Ce qu'on a appelé la mondialisation.

Ainsi les OPCVM (organismes de placement collectif de valeurs mobilières), tels que les SICAV, ou les Mutual Funds anglo-saxons, dont le contenu est fait d'autres titres financiers (actions, obligations ou autres). Comme l'observait déjà Engels (...) : « *Dans ces cas-là les actions primitives sont dédoublées puisqu'elles constituent la base d'une nouvelle émission d'actions.* »

On peut aussi citer les marchés à terme qui permettent de spéculer sur les variations futures du prix des marchandises (du blé, du fer, etc.) sans jamais détenir la marchandise. Le gain, ou la perte, c'est seulement la variation du prix sur le marché entre deux dates. De même pour la vente de titres à découvert : on peut parier sur une baisse sans avoir à posséder les titres. L'invention de ces « produits financiers » est presque sans limites.

On peut aussi observer le développement du « *shadow banking* ». La manœuvre consiste, par exemple, à ce que des banques intéressées se groupent pour créer une société *ad hoc* à laquelle elles apporteront les créances qu'elles veulent monnayer. Cette société crée des titres, en général du type CDO (Collateralized Debt Obligations. Un CDO regroupe en général 100 à 250 sortes de titres pour un montant compris entre 1 à 2 milliards de dollars), dont les supports sont ces créances, lesquels sont vendues sur les marchés financiers, et l'argent ainsi récolté retourne aux banques en proportion des créances qu'elles ont apportées. Ces CDO sont ainsi créés par des sociétés en dehors du système bancaire, et échappent donc aux quelques contraintes réglementaires qui l'encadrent encore.

C'est ainsi que les CDO dits subprimes, qui mélangeaient des créances hypothécaires avec beaucoup d'autres, et qui ont déclenché la crise de 2008, ont montré ce que valaient en réalité de tels échafaudages de titres spéculatifs, et leur conséquence : l'effondrement d'un seul des éléments de l'échafaudage, celui des hypothèques liées au marché immobilier américain, a entraîné celui du système financier mondial ! Krach typique de l'effet château de cartes caractéristique du capital financier hypertrophié.

Ce qu'il faut remarquer, parce que cela marque une étape nouvelle dans cette histoire, celle de la sénilité du capital, c'est que ce gonflement a connu une accélération particulièrement importante, bien au-delà de celle de l'accumulation du capital réel, à partir des années qui ont suivi l'abandon de l'étalon-or et les mesures de dérégulation. Décisions qui ont permis la libre multiplication de « produits financiers » de plus en plus complexes et obscurs, échappant à tout contrôle.

Il y a à la fois lien entre le capital financier, fictif, et le capital réel, et distanciation toujours accrue avec l'accroissement du capital fictif sur lui-même. Distanciation n'est pas coupure. La base du château de cartes que forment les produits financiers est toujours l'argent qui s'investit dans la production de plus-value. (...) Une créance hypothécaire qui était un sous-jacent des titres subprimes restait évidemment liée au marché immobilier, etc.

Ce que manifeste le gonflement du capital financier bien au-delà de celui du capital réel, c'est l'autonomie de l'argent par rapport à la valeur qu'il est censé représenter (c'est-à-dire par rapport à la quantité de travail social contenu dans les marchandises). C'est là un point essentiel à comprendre si l'on veut en finir avec l'hégémonie du capital financier et non pas se contenter d'en critiquer seulement les conséquences.

Ainsi tous ces titres financiers semblent être la forme idéale du capital : une promesse, ou du moins un espoir de valorisation sans que l'argent ait à courir le risque de disparaître dans un procès réel de production et de réalisation de plus-value. Mais créer un titre financier n'est pas créer de la valeur. C'est seulement créer un droit de recevoir une part d'une valeur qui sera créée (si tout va bien) en dehors de la sphère financière, dans un réel procès de production de plus-value.

Et il convient de rappeler à ce propos que cette plus-value est aujourd'hui essentiellement produite dans les pays « émergents » à bas salaires avant d'être ramenée dans les pays impérialistes du centre (ou les paradis fiscaux qu'ils contrôlent) qui, en tant que donneurs d'ordre, maîtres des technologies et des principaux circuits de commercialisation, pressurent toute la chaîne des sous-traitants.

Il faut maintenant rendre compte d'une forme particulière de ce capital fictif (...) :

La dette publique

Elle est la troisième grande forme de capital fictif que nous allons examiner, suite aux deux autres que nous avons déjà examinées précédemment : la monnaie de crédit et les titres boursiers. Elle est, avec les impôts et taxes censés la rembourser, la source de financement qui permet à l'Etat d'assurer son train de vie et son rôle d'organisateur des conditions générales de reproduction de la société capitaliste, lesquelles sont fondamentalement les conditions de la valorisation du capital. L'argent de la dette publique n'est en général pas directement destiné à l'investissement dans tel ou tel procès de production particulier, mais à réaliser ces conditions générales de la valorisation que sont l'éducation, la police, le droit, les infrastructures lourdes, l'armée, la santé, etc. Sauf évidemment cas de nationalisations, ou d'aides financières (subventions, prêts, etc.) à des entreprises.

Comme le disait Marx, le rôle de la dette publique dans la valorisation du capital ne date pas d'hier. (...) Cet accroissement continu des fonctions et actions de l'Etat s'est évidemment accompagné d'un accroissement concomitant de ses dépenses et de la dette publique pour les financer. Mais il s'est produit une augmentation si considérable de cette dette à partir de la fin du 20^e siècle qu'il s'agit alors, dans ce domaine aussi, d'un

phénomène nouveau, qui accompagne et manifeste une phase nouvelle (on le verra au chapitre 3) dans l'histoire du capital : celle de sa sénilité.

Ainsi par exemple la dette publique de la France qui représentait 21,2% du PIB en 1978 grimpa régulièrement jusqu'à 100,4% en 2019, puis à plus de 120% en 2020 avec le gros coup d'accélérateur induit par la crise de la Covid. Il en fut *grosso modo* de même pour tous les principaux pays capitalistes, avec un record de hausse pour le Japon (240% en 2019) et de modération pour l'Allemagne (60% en 2019). De nombreux autres pays ont des dettes supérieures à 200% de leur PIB.

Il est utile par contre d'en rappeler la cause puisqu'elle reste ignorée de ces médias, sauf à dire, comme ils le répètent, qu'elle est que les Etats dépensent trop ! Simple tautologie, vrai prétexte à exiger une réduction des dépenses dites sociales. Cette cause, redisons-le, est dans les difficultés croissantes et insurmontables de la valorisation du capital. Ce sont elles qui impliquent les dépenses accrues de l'Etat tant pour aider directement le capital en général (baisses d'impôts et taxes, subventions diverses pour la recherche, l'embauche, la formation, augmentation des commandes publiques, etc.), que pour contenir la montée des émeutes et révoltes que ne manque pas de susciter la permanente détérioration des conditions de travail et de vie des diverses couches populaires. Et contenir aussi les dégâts écologiques devenus trop monstrueux pour être totalement ignorés. Et aussi encore pour financer les guerres et menaces de guerres qu'avive une concurrence de plus en plus féroce entre les capitaux dominants du fait de leurs communes difficultés à se valoriser.

Comme nous venons de le rappeler ci-dessus, cet argent n'est en général pas dépensé comme capital (...). Mais, pour celui qui les possède, les titres de créance qui représentent les dettes publiques sont néanmoins comme un capital, puisqu'ils rapportent de l'argent (...) et peuvent être vendus comme n'importe quelle marchandise. Mais ils n sont qu'un capital fictif. L'argent récolté a depuis longtemps été dépensé par l'Etat, non pour être investi de façon productive (sauf cas particulier, tels les entreprises nationalisées), mais pour payer ses fonctionnaires, ses politiciens, son armée, combler les déficits des organismes sociaux (assurance maladie, sécurité sociale, retraites, etc.), entretenir et construire des bâtiments (écoles, hôpitaux, administrations, etc.), distribuer des prébendes, etc.

La créance publique est « un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'Etat n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie » (K. Marx, *Le Capital*, Livre 3 ? T2, p.127). Observons enfin que, comme tout titre financier, le Bon du Trésor donne lieu à divers produits dérivés spéculatifs.

Les titres de la dette publique n'apparaissent pas directement comme des créances sur une plus-value à venir éventuellement dans le futur, mais comme droits à prélèvements sur des impôts et taxes futurs. Ceci dit ce n'est là qu'un détour car impôts et taxes dépendent étroitement en fin de compte de la production de richesses, donc de la production de plus-value. Mais en réalité cette production faiblissant et les dépenses de l'Etat augmentant pour tenter d'y pallier, cela fait plusieurs dizaines d'années que les Etats font de la cavalerie en ne remboursant leurs dettes arrivées à terme que par le moyen de

nouvelles dettes. Lesquelles sont toujours accrues par rapport aux précédentes puisqu'elles doivent servir à la fois à les rembourser et à combler de nouveaux déficits budgétaires.

Il est de toute façon depuis longtemps acquis que les dettes publiques ont atteint un niveau tel qu'elles ne pourront jamais être remboursées, sinon en monnaies si dévaluées que la société capitaliste dans son ensemble en serait ruinée. Si les dirigeants bourgeois parlent parfois encore de nécessaire remboursement, tout en le sachant impossible, c'est parce que cette prétendue nécessité est un argument qu'ils utilisent pour rassurer les créanciers afin qu'ils continuent de prêter, et, plus encore, pour justifier que l'Etat doive réduire les dépenses sociales pour faire les économies qui le permettront.

On se rappelle aussi que, récemment, des pays comme la Grèce ou l'Argentine ont été sommés par les représentants des grandes puissances impérialistes créancières, le FMI notamment, de prendre des mesures drastiques d'appauvrissement considérable de leurs populations pour pouvoir obtenir un moratoire sur le remboursement de leurs dettes publiques et obtenir de nouveaux prêts, à des taux positifs pour eux ruineux, mais absolument nécessaires à leur survie en tant que pays capitalistes. C'est ce qui arrive aux pays dominés qui sont amenés à emprunter aux organismes financiers des pays impérialistes ou contrôlés par eux : un accroissement de leur dépendance et de la pauvreté de leurs populations pressurisées par ces créanciers.

Le remboursement de leurs dettes est un puissant moyen de pompage de la richesse qui est produite dans ces pays par ceux du centre. De deux façons. Parce qu'elles ont en partie servi à financer des travaux (notamment d'infrastructures) effectués par les grandes multinationales des pays impérialistes, à leur acheter des armes et autres marchandises. Et parce que ces mêmes pays ont touché des intérêts, souvent élevés. De plus, en échange d'accords sur la restructuration de leurs dettes (acceptation par les créanciers d'un moratoire, d'une annulation partielle, de nouveaux prêts), les puissances dominantes imposent la vente de biens publics (entreprises, concessions minières, terres, eau, etc.) à leurs multinationales, ainsi que le « libéralisme économique » (libre circulation des capitaux et des marchandises) qui renforce leur domination.

De plus, en privatisant les entreprises publiques et des fonctions publiques telles que les retraites, la santé, l'enseignement, etc., l'Etat fournit, en plus des titres de sa dette, de nombreux placements juteux au capital financier qui, de par sa masse hypertrophiée, en manque cruellement, surtout d'aussi bonne réputation.

Le capital financier n'est jamais complètement hors sol. Et c'est bien ce dont témoignent les krachs. Non seulement il est dépendant du capital réel, mais c'est réciproque. L'un ne s'accroît pas sans l'autre. Que son accroissement soit disproportionné par rapport à la production réelle de plus-value dont dépendent ses gains, n'enlève rien aux liens indissolubles qui les tiennent ensemble. Ceci dit pour ceux qui prétendent avoir le vrai capital productif (dit le « bon » capital créateur de progrès et d'emplois) sans le capital financier et les « excès » qui lui sont inhérents.

Nous allons maintenant voir que ce que manifestent aujourd'hui les krachs financiers n'est pas le même type de crise, n'est pas la même contradiction interne au capitalisme que

ce qu'ils manifestaient autrefois. De même que nous verrons que l'hyper expansion du capital financier n'accompagne plus comme autrefois l'accumulation du capital réel, mais au contraire son déclin, sa sénilité.

Chapitre 3

Le capital financier les crises

Avant 1971

Les krachs financiers ont accompagné l'histoire du capitalisme depuis ses débuts. Leur cause immédiate générale fut toujours le gonflement d'un capital financier au-delà de la production de plus-value qui était espérée lui revenir à partir des activités industrielles ou commerciales qui formaient son support.

Le mécanisme de ce gonflement est bien connu. Quand les affaires se présentent bien, des banques s'empressent d'accorder des crédits, et des particuliers fortunés d'acheter des titres. Les prix montent et l'euphorie avec. Leur hausse s'auto-entretient parce que les premiers gains avivent l'espoir d'autres encore. (...) Tous les acheteurs de titres ont beau savoir, comme ils le disent eux-mêmes, que « les arbres ne montent pas jusqu'au ciel », ils continuent de spéculer de peur de rater encore quelques juteuses hausses, ne serait-ce même que la dernière. Et puis, inévitablement, arrivent des affaires qui périclitent, des mauvaises récoltes, des profits espérés qui deviennent des pertes réelles, des faillites, des emprunteurs qui font défaut et entraînent les prêteurs dans leur chute.

Tous les détenteurs de titres veulent alors, au même moment, les vendre contre du « vrai argent » (or, monnaie forte comme la livre sterling ou, plus tard, le dollar), ne serait-ce que pour rembourser les emprunts avec lesquels ils avaient spéculé en jouant des effets de levier, et ne pas perdre les garanties qu'ils avaient fournies aux créanciers ni, mieux encore et si possible, leur propre mise. Mais quand tout le monde veut vendre au même moment, les prix chutent. (...) C'est alors les fournisseurs de crédits, les banques, qui se retrouvent avec d'énormes pertes (accentuées par les effets de levier consentis).

L'échafaudage inextricable des titres et obligations réciproques que forme le système financier se rompt en divers endroits, pouvant entraîner sa chute entière (le krach). Et alors entraînant aussi, notamment dans le capitalisme moderne où les entreprises sont massivement dépendantes du système de crédit et du capital financier, une paralysie, voire un effondrement de toute l'économie. Tel est, *grosso modo*, l'engrenage classique qui, des krachs financiers, amène la crise généralisée de l'économie.

C'est parce que l'économie réelle n'a pas produit la plus-value espérée, celle qui sous forme de dividendes ou d'intérêts futurs espérés fondait la valeur des titres, que la valeur de ces titres s'est avérée fictive. Répétons-le : le krach financier ne crée pas la crise du capital réel, il la révèle. Elle commence comme krach financier parce que c'est dans la sphère financière que se manifeste, ou pas, la création de plus-value, le retour de l'argent avancé A en argent augmenté A'. Mais ce n'est pas dans cette sphère que la plus-value qui est à la base des gains qu'escompte recevoir le capital financier est créée ou pas.

La destruction des capitaux financiers en excès accompagne celle des entreprises les moins performantes, à faible productivité (appelées aujourd'hui « entreprises zombies »), des procès de valorisation les plus obsolètes, aux méthodes de production les moins productives, ce qui assainit les marchés au profit des plus performantes. (...) De sorte que, du moins jusqu'au tournant que marque symboliquement l'abandon de l'étalon-or en 1971, les crises pouvaient être, à travers les destructions qu'elles engendraient, un moment de transformations des rapports de production, sur fond de machinerie plus perfectionnée, permettant une reprise des procès de valorisation grâce à une productivité générale accrue.

Rappelons-le, une loi du développement capitaliste est qu'il s'accompagne toujours d'un accroissement plus fort du capital en procès sous ses formes, machinerie, argent, marchandises que de la masse salariale. Autrement cette loi est qu'il creuse sans cesse l'écart entre la part de la production vendue qui retourne au capital et celle qui revient aux salariés. *« La raison d'être de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société » (K. Marx).*

De 1921 à octobre 1929 la masse monétaire augmenta de plus de 60% aux Etats-Unis, tandis que les prix des titres boursiers montèrent jusqu'à représenter 19 fois leurs revenus (CCR de 19) (cf page 4), le cours des actions ayant doublé dans les seules deux années précédant le krach. Après le krach, l'indice général des prix baisse de 20% sur un an aux Etats-Unis, tandis que celui des matières premières tels que le café, le coton, le blé, etc., baisse de plus de 50%. Donc les faillites se multiplient tant dans la production que dans le commerce et les banques.

Pour couvrir leurs créances impayées les banques et autres entreprises doivent rapatrier les avoirs extérieurs. D'où un assèchement mondial du crédit et des échanges commerciaux. D'où crise mondiale. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que le capital connut une nouvelle phase d'accumulation rapide (les Trente Glorieuses), dont les bases furent les destructions massives du fait de la guerre et les fortes augmentations de la productivité que cela a ensuite permis (généralisation et perfectionnement du « fordisme » en Europe occidentale et au Japon), et donc de l'extraction de la plus-value sous sa forme relative (« régulation fordiste »), et une nouvelle extension de la mondialisation avec la fin des empires coloniaux protectionnistes (mais l'URSS et la Chine n'y étaient pas encore incluses), dont profitèrent surtout les Etats-Unis pour répandre leurs capitaux dans le « monde libre » (plan Marshall par exemple) et devenir les maîtres incontestés de ce monde.

Maintenant il faut comprendre pourquoi les krachs financiers du 21^è siècle manifestent une forme de crise du capital réel, de blocage des procès de valorisation, qui est différente de celle des siècles précédents dont nous venons de rappeler brièvement les principes généraux. Cette différence se voit clairement en ce qu'elles ne débouchent pas sur une reprise de ces procès comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale, mais qu'il s'agit au contraire d'une sorte de crise chronique, d'une croissance globalement maigrichonne de plus en plus dépendante d'un endettement privé et public rapidement

croissant et accompagnée d'un chômage important, parsemée de krachs financiers de plus en plus massifs et destructeurs. Elle se voit, mais encore faut-il l'expliquer.

Capital financier et crises à l'époque du capital sénile

A partir du milieu des années 1960 les progrès techniques ne produisaient plus les hausses de productivité qui avaient permis la « régulation fordiste » des « Trente Glorieuses ». La tendance à l'élévation du niveau de vie que les salariés des pays développés et impérialistes avaient alors connue s'effritait en même temps que les masses prolétaires entraient en révoltes (1965-1975) contre ce travail fordiste des « Temps Modernes » rendu de plus en plus abrutissant par la recherche permanente de nouvelles hausses de productivité, lesquelles d'ailleurs n'étaient plus guère compensées par celles des salaires.

Comme l'extraction de la plus-value sous sa forme relative était bridée par l'épuisement des gains de productivité, il (...) restait la possibilité d'augmenter son extraction sous sa forme absolue (*Grosso modo*, il s'agit d'augmenter la quantité de travail fournie sans investir davantage en machinerie (...) et cela sans augmenter le salaire voire en l'abaissant), c'est-à-dire la baisse des coûts salariaux, l'allongement de la journée de travail et l'augmentation de l'intensité du travail (plus de quantité de travail dans un même temps). Ce qu'il était difficile de faire dans les pays développés, comme les puissantes luttes ouvrières des années 1965-1975 venaient de le démontrer.

Mais il était possible d'y parvenir par une extension de la mondialisation dans les pays à bas salaires. Elle prit la forme, à la différence de l'ancienne colonisation, d'une « délocalisation » massive dans des pays à très bas coûts salariaux d certains segments de la production, ceux qui exigeaient une main d'œuvre encore nombreuse mais peu qualifiée (chaînes d'assemblage et fabrications textiles notamment), par le biais de sous-traitants locaux ou de l'implantation de filiales. La Chine d'après mao (mort en 1976) devint ainsi rapidement « l'usine du monde ».

Mais une croissance fondée pour une large part sur l'extraction de la plus-value absolue est entachée d'une faiblesse congénitale. Car elle trouve rapidement ses limites : dans celle même de la journée de travail, dans l'épuisement absolu des travailleurs, dans la sous-consommation induite par la pression à la baisse des salaires qui, mondialisation oblige, se répercute jusque dans les pays développés. Comme Marx l'a très précisément démontré, c'est l'extraction de la plus-value sous sa forme relative, c'est-à-dire par le perfectionnement constant de la machinerie et de la productivité, qui est la forme idéale pour la croissance du capital. Cela parce qu'elle permet, pendant un temps, l'augmentation conjointe, quoique disproportionnée en faveur de l'accumulation du capital, de la production et de la consommation (mais également disproportionnée en défaveur de la consommation : d'où les crises du 20^e siècle).

Après 1971 et la dérégulation, les crédits pouvaient être émis et circuler quasi librement. Les IDE (investissements directs à l'étranger) se sont alors massivement développés pour répondre aux besoins de financement dans les pays de délocalisation. Pas seulement pour des investissements privés (usines, entrepôts, etc.), mais aussi pour des dépenses publiques. En effet, les Etats de ces pays empruntèrent beaucoup, rivalisant entre

eux pour attirer les fabrications délocalisées, en finançant, notamment, les infrastructures nécessaires (nourrissant en même temps une vaste corruption, incluent les politiciens étrangers, comme en témoignent, par exemple les nombreuses affaires de « rétro commissions » qui ont défrayé la chronique en France et ailleurs).

Le dollar étant la monnaie internationale dans laquelle se faisaient toutes les transactions et les crédits, quand les prix des matières premières montaient, comme ceux du pétrole par deux fois dans les années 1970, des flux de dollars, en l'occurrence dits pétro dollars, y refluaient encore plus massivement. Car c'est dans et à partir de ces centres financiers (Wall Street à New York, la City à Londres) que l'argent pouvait être recyclé et fructifier dans de nouvelles affaires, de nouveaux prêts de par le monde.

Ce gonflement colossal entraînait en contradiction avec celui, beaucoup plus limité, de la production de plus-value par le capital réel. Or les débiteurs étaient les Etats des pays de la périphérie qui (à l'exception de la Chine) s'étaient endettés bien au-delà de leurs ressources et capacités de remboursement. Aussi les krachs financiers qui ont émaillé l'histoire moderne depuis les années 1970 ont d'abord été déclenchés par des défauts de paiement dans ces pays. Par exemple en 1982 (Mexique, puis une vingtaine de pays d'Amérique latine), en 1997 (Asie du Sud-Est), mais il y en eut bien d'autres.

Dans de tels cas, les banques centrales des pays créditeurs et le FMI intervenaient pour que ces défauts de paiement soient limités et n'entraînent pas la faillite de leurs banques détentrices des créances impayées : quelques remises de dettes, des moratoires pour d'autres, et l'octroi de nouveaux prêts pour payer la masse des créances restant dues. « Sauvetages » qui s'accompagnaient d'exigences « d'austérité » drastiques au détriment des peuples des pays débiteurs pour essayer de sécuriser les remboursements futurs.

La crise de 1997 en Asie du Sud-Est a été la dernière de cette période de l'après 1971 qui n'ait pas eu un caractère mondial. Par la suite, les krachs finirent par atteindre les centres financiers impérialistes eux-mêmes, avec, en l'an 2000, l'effondrement de la bulle des valeurs technologiques (les NTIC, nouvelles technologies de l'information et de la communication) à Wall Street. Lequel fut suivi par le grand krach de 2008, toujours à Wall Street, qui a failli dégénérer en un effondrement mondial de l'économie pire que celui d'après octobre 1929. Mais nous verrons que cela fut évité au moyen de mesures monétaires qui n'apporteront qu'un bref répit tout en créant les conditions d'un prochain krach plus gigantesque encore.

Finalement, le capital a tellement bien réussi dans ses efforts de réduction de la quantité de travail employée, qu'il a fini par saper la substance même de cette valeur, ce travail vivant, et qui plus est, à saper plus fortement la part de ce travail qui produit la plus-value (le travail productif). Dire que le capital est sénile, c'est-à-dire que le mouvement de sa valorisation, d'accroissement continu qui est son existence touche à sa limite. C'est surtout en dire la cause : la production de plus-value s'étiole parce que la diminution de la quantité de travail productif de valeur a fini par entraîner celle de la plus-value qui en est une partie.

C'est pourquoi il s'agit d'une situation historique nouvelle : aucune crise ne peut sortir le capital de cette situation dans laquelle il s'est mis de par son propre mouvement,

parce qu'il n'y a aucun moyen d'accroître la production de plus-value quand la quantité de travail humain qui la produit est évanescence.

Les Etats face à la sénilité du capital

L'émission monétaire comme potion magique

C'est bien cette situation de crise sans sortie de crise qui, si elle existe depuis la fin du 20^e siècle de façon chronique, rampante, plus ou moins larvée, se manifeste de façon éclatante depuis le krach des subprimes de 2008. Dans sa cause immédiate et l'enchaînement des faits, ce fut pourtant un krach comme les autres.

Les subprimes étaient des produits financiers obscurs de type CDO, entremêlant des titres hypothécaires risqués, car fondés sur des spéculations immobilières menées par des emprunteurs peu solvables incités par les banques, à d'autres titres de créances eux-mêmes souvent obscurs. (...) Quand le marché immobilier, qui avait fortement monté à cause des prêts accordés massivement, s'est écroulé, les hypothèques, garanties de débiteurs devenus insolubles, ont été fortement dévalorisées. Chute des banques créditrices, chute aussi des prix des subprimes, chute en chaîne de gros organismes financiers, comme la fameuse et énorme banque Lehman Brothers par exemple, panique financière généralisée. Huit des plus grandes banques états-uniennes, et donc du monde, se sont effondrées, et une vingtaine d'autres en Europe, ainsi que d'énormes organismes financiers, comme A.I.G., la première société d'assurance mondiale, de nombreuses grandes sociétés industrielles ont également fait faillite, comme Chrysler et General Motors.

Sur le krach lui-même, rien que de très classique, si ce n'est son extraordinaire ampleur : distorsion entre de réels procès de valorisation et la masse des crédits et titres financiers dérivés dont ils étaient la base, effets de levier accroissant cette spéculation, défauts de paiement, panique et krach. Déjà plus remarquable est la généralisation du krach à toutes les grandes places financières mondiales, montrant l'enchevêtrement des réseaux financiers. Mais cela était déjà le cas en 1929.

Ce qui est nouveau c'est qu'à la suite de cette crise les Etats, qui, comme d'habitude, durent intervenir pour colmater les brèches et sauver le système financier, furent obligés de faire appel pour cela à une émission monétaire massive. Cette politique dite du « *quantitative easing* » (QE, assouplissement quantitatif) s'est avérée nécessaire pour sauver le système financier qui, sinon, aurait entraîné dans sa débâcle le capital en général qui ne peut pas plus se passer d'argent et de crédits que les hommes d'oxygène. Elle consiste en ce que les Etats, mais aussi parfois des entreprises, peuvent emprunter sans limite, les banques centrales émettant autant de monnaie que nécessaire pour acheter les titres de leurs dettes, lesquelles ne leur seront jamais remboursées, il s'agit donc bien d'émission monétaire pure (on parle alors de monétisation des dettes).

Ils peuvent le faire gratuitement car l'émission monétaire massive fait baisser les taux d'intérêt jusqu'à 0% ou presque – et même à taux négatifs pour certains Etats, qui gagnent ainsi de l'argent quand ils empruntent ! Ces taux faibles permettent aux entreprises de faire de même : emprunter à satiété. Mais elles empruntent essentiellement non pas tant pour investir que pour faire monter les dividendes et les cours des actions au moyen de rachats

d'actions massifs par elles-mêmes. Nous reviendrons dans le chapitre 6 sur la signification de tout cela, dont certains résultats sont déjà bien connus : 1° endettement pharaonique des Etats ; 2° aucun effet sur une reprise de la valorisation du capital et de sa croissance (phénomène appelé « trappe à liquidité » : l'argent émis va beaucoup plus vers le capital financier que vers l'investissement productif).

Ce qui change, c'est l'ampleur et la forme que cela prend au fil de l'histoire de l'accumulation du capital, jusqu'à ce saut qualitatif que constitue l'utilisation de l'émission monétaire massive et pérenne, sans rapport avec une augmentation correspondante de la production de richesses, mise en œuvre après le krach de 2008. Pour évoquer brièvement cette évolution, on peut rappeler qu'au 19^e siècle, l'aide étatique était essentiellement orientée vers les infrastructures nécessaires aux grandes industries naissantes (ce à quoi on peut aussi relier la colonisation). Par exemple les chemins de fer.

En France, c'est dès 1842 que l'Etat en finance le développement. En 1848 il indemnisa les capitalistes de la faillite de la ligne Paris-Lyon en la nationalisant. Entre 1857 et 1863 ce sont 2600 km de lignes qui seront nationalisées. Puis finalement l'ensemble des lignes avec la création de la SNCF à l'été 1937. Nationalisations qui, comme toujours, bénéficient aux ex-proprétaires grassement indemnisés, mais aussi, dans ce cas, à l'ensemble des entreprises capitalistes bénéficiant ensuite de coûts de transport inférieurs à leur valeur.

Puis, à partir des années 1980, les financements étatiques ont été de plus en plus orientés vers le sauvetage du capital financier dont les krachs répétés mettaient en péril l'indispensable circulation de l'argent dans les procès de valorisation du capital réel. Cela était déjà arrivé occasionnellement lors de la crise déclenchée en 1929.

Mais c'est à partir de l'hyper accroissement du capital financier après 1971 dont nous avons parlé ci-dessus (chapitre 2) que les injections d'argent public dans ce domaine se sont faites de plus en plus fréquentes et massives. Pour n'en citer que quelques exemples des plus célèbres, rappelons les cas, aux Etats-Unis, des 7,5 milliards de dollars engagés par l'Etat pour sauver la banque Continental Illinois en 1984, des 4 milliards pour la First Republic Texas, des 350 milliards en 1989 pour le sauvetage des caisses d'épargne, etc. : au total, entre 1984 et 1995, ce sont 1234 banques commerciales qui y ont été sauvées grâce à la reprise de leurs créances douteuses par l'Etat. En France, l'exemple du Crédit Lyonnais, alors nationalisé, quelque 100 milliards de francs de pertes pour l'Etat (après sauvetage et privatisation), soit environ 10 000 francs par contribuable (100 francs de 1999 = 24 euros de 2019), est des plus célèbres. (...) Le 13 décembre 1999 l'Etat japonais a carrément nationalisé plusieurs banques, dont, par exemple, la célèbre Nippon Credit Bank.

Après le krach des subprimes de 2008, les injections d'argent public se firent encore plus massives, et donc aussi les dettes publiques. (...) D'énormes organismes financiers durent être nationalisés en catastrophe pour remédier à leur faillite qui aurait entraîné la chute du château de cartes financier (c'est pourquoi ils étaient dits « *too big too fail* ». Plus de 700 milliards de dollars furent ainsi injectés dans le système financier aux Etats-Unis (plan Paulson), 170 milliards d'euros dans l'Union européenne.

Quand tout le monde veut vendre, les prix baissent et les dettes peuvent encore moins être remboursées. Bref, le crédit s'assèche, l'épargne de précaution s'accroît, l'argent ne circule plus, et tout le système de la production et de la consommation qui a besoin du crédit comme l'organisme humain de l'oxygène se bloque. Il faut en rétablir l'apport.

Il ne restait donc plus aux Etats que la solution d'ouvrir les vannes de l'émission monétaire faisant tomber les taux d'intérêt à zéro, ou même parfois en dessous pour certains d'entre eux, ce qui leur permet de s'endetter *ad libitum*. Des taux négatifs des années durant, c'est là un phénomène absolument nouveau dans l'histoire du capitalisme, et très remarquable : l'inversion de la notion même d'intérêt et la négation de l'idéologie que l'argent produise de l'argent comme le poirier des poires. Et cela porte sur des sommes non négligeables : « *L'indice Bloomberg Barclays représentant les obligations à taux négatifs a dépassé les 17 400 milliards de dollars lundi* » (23 novembre 2020).

Concernant l'euro, c'est le 26 juillet 2012 que cette politique d'émission monétaire à tout va, dite de « *quantitative easing* », a été officialisée par le président (Mario Draghi) de la banque centrale européenne (BCE) déclarant que celle-ci émettrait autant de monnaie qu'il sera nécessaire (...). Mais de fait cela faisait déjà longtemps que les principales banques centrales monétisaient les dettes croissantes des Etats en rachetant massivement les titres (obligations) correspondants : depuis 2001 au Japon, 2008 pour la BCE et la FED (Etats-Unis)-, 2009 pour l'Angleterre. (...) Aux Etats-Unis cela faisait depuis les années 1990 que la FED, dirigée par M. Greenspan, avait développé une politique de taux bas afin de faciliter le crédit, donc l'émission monétaire par les banques privées. Ce qui a débouché sur les gros krachs de 2000 et 2008 ! (...) Pour la seule BCE les rachats de dettes sont passés de quelque 1000 milliards d'euros en 2008 à plus de 6000 milliards en 2019.

Depuis 2001 le montant de la dette mondiale globale, publique et privée, a triplé pour atteindre, selon le FMI et la Banque des règlements internationaux, plus de 250 000 milliards de dollars en 2019, soit 322% du PIB mondial (contre 120% en 1980). Le Covid a ensuite soudainement contribué à gonfler le niveau des dettes publiques. Mais la pandémie n'a fait ainsi qu'accentuer, certes fortement, une tendance qui lui préexistait. Elle n'est responsable que de cette accentuation, pas du phénomène lui-même.

Une autre chose à remarquer est que si le montant « *de la dette publique des pays développés a été multipliée par trois entre 2000 et 2020, atteignant 60 000 milliards de dollars, les paiements d'intérêts sont stables depuis 2008* (début de la politique de leurs banques centrales de taux proches de zéro) (...). *Dans les pays émergents, la dette publique a été multipliée par sept pour atteindre 19 000 milliards de dollars, et les paiements des intérêts ont bondi à 680 milliards en 2020 contre 220 milliards en 2000* » (Les Echos, 18 janvier 2021).

Il est prévu qu'en 2022 chacune des deux parties paiera la même somme d'intérêts, « *soit environ 680 milliards, alors que la dette publique des marchés développés devrait être trois fois supérieure à celle de la sphère émergente* » (ibid). C'est qu'évidemment les taux d'intérêt exigés pour les pays dits émergents sont beaucoup plus élevés, vu qu'en général ils coulent plus qu'ils n'émergent !

Une monnaie qui ne représente aucune richesse, ni actuelle, ni même éventuellement future en étant investie dans l'économie réelle, dans le pari d'une plus-value future, c'est de la « monnaie de singe ». Et voilà en effet que cette monnaie est si peu fiable dans sa fonction de représenter une valeur stable que certains de ceux qui en détiennent choisissent de revenir à l'or, bien que les cours de celui-ci fluctuent également et que les transactions supportent des frais. D'autres qui veulent rester liquides choisissent de prêter à l'Etat même avec un taux d'intérêt négatif ; ils s'assurent ainsi d'un remboursement certes diminué, mais supposé certain du fait de la qualité de l'emprunteur ! On en arrive ainsi à une inversion du rapport débiteur-créancier, c'est ce dernier qui paie l'intérêt ! $A - A'$, le rapport capitaliste idéal se transforme en son inverse.

Chapitre 4

Aboutissement d'une histoire

L'illusion monétaire : un va-tout désespéré

Aujourd'hui s'effondre sous les yeux de tout un chacun le mythe de l'argent qui produit de l'argent puisqu'il suffit de bien regarder pour voir tout le contraire. Idem : ce ne sont pas ceux qui possèdent l'argent qui produisent les richesses. Ainsi, bien sûr, on le voit dans l'existence des taux d'intérêts négatifs dont nous avons parlé précédemment. Mais pas seulement. ON le voit très bien aussi dans le phénomène de « trappe à liquidité » dont nous avons parlé ci-dessus : l'émission monétaire massive menée par les banques centrales depuis plus d'une dizaine d'années s'est montrée tout à fait inefficace à relancer la croissance capitaliste, c'est-à-dire celle des procès de production au moyen desquels l'investissement de A aboutit à produire $A' = A + pl$. Procès dans lequel els financiers qui avancent A , s'imaginent produire de l'argent.

Les économistes officiels ont d'ailleurs presque tous observé, pour s'en inquiéter, que les entreprises avaient surtout utilisé les masses d'argent mises quasi gratuitement à leur disposition (...) non pour investir davantage, mais pour augmenter le niveau des dividendes, racheter leurs propres actions (ce qui a mécaniquement pour effet d'en faire monter les cours), monter à coups de dizaines de milliards des opérations de fusion-acquisition ou d'achats d'entreprises type OPA (offre publique d'achat), ce qui, non seulement n'augmente nullement les capacités productives, mais, en général, se solde par des destructions de capacités de production et d'emplois.

Première conclusion : « *Une des grandes évolutions des dernières décennies est la place prise par les investissements financiers, qui prennent le pas sur les investissements productifs* » (Alternatives économiques n°409, février 2021).

Deuxième conclusion : cela nourrit force spéculations et grossit la masse de capital financier sans accroître le capital réel. On le constate, par exemple, dans l'explosion du niveau de valorisation des actions le CCR, ratio cours/bénéfice). Ainsi l'émission monétaire à tout va n'a produit qu'une dévalorisation de la monnaie se manifestant en une inflation du prix des actifs boursiers et immobiliers, une bulle de capital fictif. Laquelle, ainsi hyper gonflée de l'énorme masse d'argent issue des dettes monétisées par les banques centrales,

ne manquera pas d'exploser en un nouveau krach, beaucoup plus dévastateur que les précédents puisque la bulle de capital fictif ainsi formée est beaucoup plus démesurée que la précédente.

Autrement dit, cette politique de *quantitative easing* n'est qu'un va-tout désespéré des fonctionnaires du capital.

Vers une fin du capitalisme

Donc, comme on vient de le voir, l'argent abonde, mais n'est que peu investi productivement. (...) Par exemple, en France, les 40 firmes du CAC 40 parviennent tout juste à investir de quoi, au mieux, entretenir et renouveler leurs capacités de production déjà installées.

Si des milliers de milliards d'argent liquide fournis à guichets ouverts ne vont pas vers l'investissement productif, mais tombent dans la « trappe à liquidité » et viennent gonfler le capital financier, c'est que l'espérance de profits futurs réels est insuffisante, voire que la crainte de pertes l'emporte plus ou moins largement.

Il s'agit donc d'une cause structurelle et définitive, ne pouvant même que s'aggraver dans la mesure où quelques progrès et investissements technologiques seront encore possibles, même s'ils sont aujourd'hui souvent peu efficaces pour le capitalisme concerné et nuisibles pour le capital en général puisqu'accentuant cette cause de l'épuisement de la valorisation.

Quant au peuple, il s'agit de tenter d'éviter ses émeutes en soutenant quelque peu sa consommation. Dans les pays riches l'Etat leur distribue un peu d'argent. Des économistes célèbres comme Milton Friedman ont même préconisé « l'argent hélicoptère », un (petit) arrosage d'argent tombé du ciel ! D'autres, dans le même genre, préconisent qui un « revenu garanti pour tous », qui une « allocation universelle » qui un « revenu de base », et qui d'autres gadgets encore.

Marx et Engels prévoyaient déjà, dans le *Manifeste du Parti communiste* (1848) que le capitalisme appauvrirait à tel point les masses populaires que la bourgeoisie allait être « *obligée de devoir les nourrir au lieu de se faire nourrir* » par elles. Bien évidemment c'est ce qu'elle ne peut faire puisqu'elle n'existe que nourrie par des prolétaires qu'elle peut exploiter, produisant une plus-value qu'elle peut s'approprier. Aussi les miettes qu'elle peut parfois accorder pour calmer la colère du peuple ne sont et ne peuvent être que... des miettes.

Baisse des investissements, des gains de productivité et de la croissance, augmentation constante des dettes publiques, politique d'émission monétaire à tout va, formation d'énormes bulles de capital fictif, accroissement du chômage, de la précarité et de la misère, restriction des libertés, exacerbation des nationalismes et des conflits internationaux, accentuation de la tendance au totalitarisme étatique, tous les phénomènes caractéristiques de la sénilité du capital se développaient déjà bien avant la pandémie de la Covid. Par exemple, ce constat : « *Entre 2000 et 2014, l'investissement dans les usines et*

l'équipement a chuté d'environ 7,5 % à 5,7% du PIB en Europe, et de 8,4% à 6,8% aux Etats-Unis. ce sont les chiffres de l'OCDE, et les autres statistiques vont dans le même sens » (Les Echos, 12 mai 2016).

20% des dollars en circulation ont été mis dans la seule année 2020. Ce qui est évidemment une accélération considérable de la tendance antérieure.

Caractéristique plus cachée de cette situation, le fait que la Covid est une conséquence des dégâts causés à la planète par l'exploitation destructrice qu'en fait le capitalisme, et une expansion démographique démentielle et incontrôlée qui l'aggrave.

La Deuxième Guerre mondiale a causé infiniment plus de destructions, humaines et matérielles, que la Covid. Et pourtant la reprise la croissance après 1945 a été rapide et forte. De sorte, par exemple, que dès le début des années 1960 les dettes des Etats (par exemple, en 1945, 115% du PIB pour les Etats-Unis, 250% pour la Grande-Bretagne, 290% pour la France) avaient été ramenées en dessous de 25% du PIB.

A la fin il y a donc une masse énorme de moyens de production mécanisés, automatisés, et une masse encore beaucoup plus énorme de capital financier qui, pour partie, a financé ces investissements et en a reçu les profits (qu'il doit partager entre toutes ses fractions « dérivées » et démultipliées). Mais ni la machinerie, ni le capital financier ne produisent de plus-value, seul le travail humain, dont l'efficacité est décuplée par l'usage de la machine. La production de plus-value approche donc d'une limite. Ce qui est alors à l'ordre du jour est bien un autre renversement : celui du mode de production capitaliste.

Dire que nous sommes dans l'époque de l'aboutissement de l'histoire du capital, que son existence, qui est valorisation et accumulation, approche de sa limite, n'est pas, répétons-le, dire qu'ils e renversera lui-même. Pour employer une image mathématique on peut dire que cette limite est asymptotique : il l'approche jusqu'à presque la toucher, mais sans la toucher jamais, sinon en détruisant toute l'humanité et la planète avec lui. Et il en est tout à fait capable dans sa lutte, dont sont chargés ses fonctionnaires que sont les capitalistes, pour ne pas mourir, pour toujours extraire de la plus-value.

Chapitre 5

Une époque de crise inédite, chronique et sans cesse aggravée

Quand le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, officialisa, le 26 juillet 2012, la nouvelle politique de « *quantitative easing* », développée déjà depuis quelques années pour tenter de rétablir la croissance, il déclara qu'il fallait le faire « *whatever it takes* », quoi qu'il en coûte. C'était pour dire que la situation économique était si mauvaise qu'elle justifiait de prendre une mesure aussi contraire aux lois économiques officielles, à l'orthodoxie budgétaire, aux traités européens et aux missions de la BCE. C'était pour dire aux financiers : vous aurez tout l'argent que vous voulez et gratuitement, financez les entreprises, investissez sans peur. Nous avons vu le résultat. (...) Alors il faut se poser la question : quoi qu'il en coûte, mais à qui ?

Face à ces difficultés, les capitalistes sont nécessairement amenés à rechercher du côté d'un accroissement de l'extraction de la plus-value sous sa forme absolue. C'est-à-dire, redisons-le, par une augmentation du temps de travail et de la flexibilité du travail (de façon à ne payer que strictement du temps de travail effectif et de raccourcir ainsi au maximum le temps payé), une intensification du travail (par exemple augmentation des cadences, ou du nombre des machines à approvisionner et surveiller), une baisse des salaires et des charges sociales (salaire indirect), une baisse des retraites, etc. Bref, tout ce qui peut permettre d'augmenter la quantité de travail non payé sans nécessairement investir davantage (même si cela est souvent fait conjointement).

Des baisses d'impôts consenties par l'Etat aux entreprises viennent grossir la part de plus-value qu'elles peuvent s'attribuer sous forme de profits. Et, en diminuant les recettes de l'Etat, qui du coup doit augmenter ses dettes, elles lui servent de prétexte pour abaisser ses dépenses, plus exactement ses dépenses sociales (santé, enseignement, logements sociaux, etc.). Ces baisses d'impôts peuvent donc être considérées, comme celles des charges sociales, comme une baisse du salaire indirect que reçoivent les salariés. Du moins, bien sûr, dans les pays et dans la mesure où celui-ci existe.

Ce qui amène à devoir rappeler que l'extraction de la plus-value sous sa forme absolue a essentiellement lieu dans les pays à bas coûts salariaux et environnementaux. C'était exactement le but de ce que j'ai appelé la troisième phase de la mondialisation qui a été le principal moyen qui a permis de ralentir pendant une vingtaine d'années l'aggravation de la crise de valorisation du capital commencée dans les années 1970 dans les pays impérialistes développés. Trois à quatre milliards de travailleurs (notamment grâce à l'entrée de la Chine et des pays de l'ex-URSS dans le système du capitalisme mondialisé) ont été alors inclus dans les chaînes de production de plus-value mondialisées entre les années 1980 et la grande crise de 2007-2008. Non seulement ils travaillaient pour un salaire très bas et dans des conditions sordides, mais exerçaient ainsi sans le vouloir une pression à la baisse sur les salaires des prolétaires dans les pays riches. Par contre, la plus-value qu'ils produisaient, et produisent toujours, était rapatriée dans les caisses des capitaux financiers des pays du centre.

De nombreuses études ont cité de multiples exemples, tels ceux-ci : « *Sur 100 euros dépensés par un consommateur pour une paire de Nike, seulement 2 euros reviennent à l'ouvrier qui l'a confectionnée* (quelque part chez un sous-traitant asiatique). *Sur 50 euros déboursés pour un maillot Adidas, cette proportion est encore moindre : le salaire des sous-traitants ne représente que 5 centimes environ* » (Alternatives économiques n°358 juin 2016).

Que la plus-value soit essentiellement produite dans les pays à bas coûts salariaux et environnementaux, puis captée et concentrée par les grandes multinationales dans les pays du centre (et leurs paradis fiscaux) peut être illustré par ce constat : « *Les 200 plus grandes multinationales concentrent 25% du produit mondial, mais n'emploient que 0,75% de la population mondiale* ».

Il faut encore ajouter que les pays dits « émergents » sont étouffés par les dettes qu'ils ont été poussés à contracter pour, entre autres, construire les infrastructures leur

permettant d'attirer les investissements et les commandes de ces firmes multinationales. La charge de ces dettes entretient un flux financier permanent vers les pays du centre qui pèse comme un boulet sur ces pays « émergents ». (...) Par exemple en 2019 cette charge absorbe 60% du total des recettes publiques du Gabon, 46% de l'Angola, 50% du Ghana, et ce sont au total 52 Etats qui doivent y consacrer plus de 15% de leurs recettes.

Dans les pays à bas salaires aussi les conditions de travail sont tellement au plus bas qu'il est difficile de faire « mieux » (...) ; au-delà il n'y aurait que des travailleurs si épuisés qu'ils ne produiraient pas grand-chose, et mal. De sorte que dans ces pays, comme autrefois en Europe, se développe une puissante tendance à un accroissement tant quantitatif que qualitatif de la mécanisation, c'est-à-dire à la recherche d'une meilleure productivité (extraction de la plus-value sous sa forme relative). C'est notamment le cas de la Chine (...).

Ce ne sont d'ailleurs pas les nouvelles technologies supposées pouvoir doper la croissance, 5G, 6G, IA (intelligence artificielle), voiture électrique, « société connectée », économie verte ou bien d'autres qui - sans même discuter de leur utilité ou nocivité – pourraient être le moyen d'une nouvelle croissance de la valorisation, bien au contraire comme les premiers grands développements des NTIC vers la fin du 20^è siècle l'avaient déjà prouvé (et pour la raison fondamentale que nous avons déjà signalée ci-dessus). De même que les économistes constatent toujours aujourd'hui qu' « *en dépit de leur dynamisme, les jeunes pousses comme la plupart des acteurs de la Tech créent bien peu d'emplois alors qu'elles bénéficient de nombreuses aides financières qui pèsent sur les finances publiques* » (Les Echos 13 janvier 2020).

Selon les idéologues de gauche il y aurait un autre moyen bien simple d'augmenter les recettes de l'Etat : prendre aux riches, au capital financier. Certes, et il faudrait le faire, mais alors il faut savoir qu'il s'agit de prendre possession de tout le capital pour l'abolir. Car on pourrait bien multiplier l'impôt fétiche de la gauche sur la fortune, l'ISF, par 10, ou plus encore, et aussi celui sur les revenus élevés, que ce serait très loin de suffire à rembourser les dettes publiques, et même de supprimer les déficits budgétaires. En revanche, cela serait plus que suffisant pour affoler tous les épargnants, bloquer le capitalisme dans la récession.

D'autres fondent leurs espoirs dans une future inflation que la puissance de l'émission monétaire ne manquerait pas de produire, et qui permettrait alors de rembourser en « monnaie de singe » (l'inflation joua ce rôle, mais parce qu'il y avait en même temps forte croissance, dans l'après Seconde Guerre mondiale). (...) Pour que les prix montent ainsi il faudrait qu'il y ait une pénurie de biens de consommation, une demande nettement plus forte que l'offre. Or l'offre de biens est surabondante, tandis que l'accroissement de la demande implique des hausses de salaires, d'autant plus importantes que les prix auraient monté. (...) Enfin la hausse des prix se trouve aussi contrecarrée par les fortes tendances déflationnistes alimentées par la baisse de la valeur des marchandises du fait des hauts niveaux de productivité atteints.

Pour mémoire, l'expérience de l'hyper inflation monétaire a déjà été faite en 1922-1923 en Allemagne, avec les résultats que l'on sait. Une stagflation (stagnation + inflation), comme cela a déjà été le cas dans les années 1970, peut ainsi très bien se déclencher à

brève échéance : hausse des prix nominaux, du fait de la dévalorisation de la monnaie, sans croissance du fait de la sénilité du capital.

Ce qui est déjà certain c'est que continuer une politique d'émission monétaire massive, c'est inéluctablement continuer d'alimenter la « trappe à liquidités », de gonfler l'immense bulle financière, et préparer le prochain méga krach. De sorte que l'inflation est déjà là, et fortement là, dans ce gonflement.

Bref, cette politique ne peut donc pas durer longtemps (...) Son résultat apparaîtra (...) : Un éclatement de l'immense bulle financière formée à partir de ces liquidités non investies dans des procès de production d'une réelle plus-value, mais qui néanmoins en dépendent pour obtenir un rendement. C'est tout le capital financier qui s'écroule alors.

Accentuer davantage l'émission monétaire ne serait alors plus possible : la confiance dans la monnaie serait nécessairement au plus bas, et donc la crainte d'être remboursé en « monnaie de singe », ou même pas du tout, bloquerait les possibilités d'emprunts, tant privés que publics. Il faudrait augmenter considérablement les taux d'intérêt pour trouver des prêteurs, ce qui ruinerait les entreprises et les Etats emprunteurs (qui ne pouvant plus faire de cavalerie feraient alors défaut sur leurs dettes), ainsi que la consommation.

Ainsi, comme nous venons de le dire dans les paragraphes ci-dessus, ils ne peuvent ni renoncer à la vitale perfusion qu'est l'émission monétaire pour la survie du capital... ni la poursuivre. Ou plutôt, quel que soit le choix qu'ils doivent nécessairement faire entre ces deux alternatives, ils ne feront qu'aggraver la situation.

A vrai dire il ne reste au capital et à ses fonctionnaires qu'une solution qu'ils puissent espérer assez efficace pour prolonger leurs existences avec celle du capital. (...) Cela passe par une relance de la production de plus-value au moyen d'un accroissement de son extraction sous sa forme absolue (sans négliger pour autant les quelques marges qui subsistent pour le faire sous la forme relative, par augmentation de la productivité). Il s'agit donc d'un durcissement brutal et généralisé de toutes les conditions de travail et de vie des couches populaires. Loi après loi, répression après répression, ce processus a déjà été bien entamé depuis les années Thatcher, Reagan, Mitterrand, etc. et ensuite systématiquement poursuivi.

Les prétextes de cette politique seront toujours les mêmes : que la nécessité de rembourser les dettes exige de réduire les dépenses sociales de l'Etat, et que la lutte contre le chômage exige que les entreprises, pour embaucher, fassent des profits, ce que favorise l'abolition des charges sociales et impôts qui pèsent sur elles. Là est le « quoi qu'il en coûte » annoncé par M. Draghi et considéré depuis par les bourgeoisies comme un très grand homme !

Chapitre 6 S'orienter dans la crise

Ne pas perdre le nord. Le nord en l'occurrence, c'est donc l'abolition du capital. ne pas le perdre, c'est s'employer à faire avancer, jour après jour dans les luttes de classe la conscience et l'organisation qui permettront de l'atteindre, au cours d'un chemin plus ou moins long, dont la première étape stratégique est la destruction de l'Etat bourgeois. La réussite de ce processus implique que soient combattues et éliminées les fausses pistes. Ces fausses sont principalement de deux types :

- 1) Que ce dont souffrent les opprimés, ce sont des abus, des excès, des injustices dus à l'avidité des riches capitalistes au pouvoir, à « l'argent roi ».
- 2) Que l'Etat, dirigé par des gouvernants « au service du peuple », pourrait corriger ces faits condamnables et obliger le capital et ses agents à être « au service du peuple », de « l'humain d'abord ».

Cette illusion sur l'Etat ayant déjà été traitée (voir T. Thomas, *Contre l'Etat*), j'ai choisi dans cet ouvrage d'attaquer cette autre fausse piste qui consiste à prendre pour cible les abus du capital financier et de l'accaparement des richesses par une petite minorité tout en conservant les rapports de propriété, de possession et de production qui fondent le capitalisme. Ce choix résulte du fait que l'idée de réduire les énormes inégalités dans la répartition des patrimoines et des revenus est évidemment, et à juste titre, très populaire auprès de opprimés. Quoi de plus juste et de plus évident que de prendre aux riches pour enrichir les pauvres ? Oui bien sûr, mais peut-on avoir le capital sans les conséquences du capital ? Bien sûr que non ! Ce serait ignorer que c'est lui qui dirige nécessairement, indépendamment de ceux qui pensent le gouverner. Lui qui impose la nécessité de sa valorisation maximum, de laquelle dépendent l'existence et la reproduction de la société capitaliste.

C'est ce qu'ignore « la gauche » en particulier qui fait du capital financier son soi-disant ennemi. Il serait le « mauvais capital » qui parasiterait le « bon capital » producteur de biens réels en pompant la plus-value qu'il produit au profit des seuls financiers qui « s'enrichissent en dormant », et en creusant de monstrueuses inégalités de revenus et de patrimoines. (...) Un retour aux bonnes vieilles « Trente Glorieuses » !

Observons d'abord que cette hostilité à la finance qu'affichent bruyamment et avec force effets de manche les socialistes vulgaires s'est toujours évanouie étrangement dès qu'ils arrivent au pouvoir. (...) Dans les années 1920, par exemple, la gauche s'en prenait aux « 200 familles » pour ne pas s'en prendre au capitalisme et à l'abolition des classes sociales, comme le font aujourd'hui ceux qui s'en prennent aux 1%, voire aux 10% pour faire bonne mesure.

Il est impossible de séparer capital réel et capital financier. L'un n'existe pas sans l'autre, ni ne se développe sans l'autre. Le capital financier, c'est-à-dire le crédit, est inhérent à l'existence du capital qui est procès sans cesse répété, mais dont chaque cycle commence par une avance d'argent A et se termine, si tout va bien, par cette avance grossie de la plus-value, A', qui sert à recommencer le procès en l'élargissant (phénomène d'accumulation). La finance est partie intégrante nécessaire et inévitable de cette succession de cycles.

Les mêmes causes qui font gonfler le capital financier expliquent que les profits reçus par les financiers peuvent augmenter – du moins momentanément – quand bien même la production de plus-value stagnerait, voire diminuerait. En effet, une grande part de plus-value non réinvestie dans le procès de production permet, premièrement, une augmentation des dividendes versés aux actionnaires ; deuxièmement, des placements financiers rapportant des profits financiers qui seront également distribués comme dividendes. (...) A cela on ajoute les diminutions des impôts et taxes, consenties aux entreprises par les Etats, qui permettent ainsi d'augmenter la part de plus-value à distribuer aux actionnaires. (...) Mais tout ceci n'est qu'artifice et ne peut durer longtemps.

Ce n'est pas l'hypertrophie du capital financier qui ruine le capital réel, c'est la ruine du capital réel qui engendre cette hypertrophie. Elle est le symptôme, il est la cause. Que l'argent aille encore plus que jamais aux actionnaires, à la finance et au capital financier est donc avant tout une manifestation de la sénilité du capital, et non pas essentiellement une anomalie qui serait propre à une politique particulière de gouvernements particuliers.

Cédric Durant, en étudiant « *l'aversion pour l'investissement* » (C. Durant, *Le capital fictif*) qu'ont les capitalistes financiers contemporains estime que le capital financier ne parasite pas, ne ponctionne pas le capital réel. Il montre en effet qu'« *il n'y a pas d'augmentation de la captation nette de ressources des firmes non financières par le secteur financier* ». (...) De sorte conclut-il que « *dans sa globalité la finance ne fait que reprendre d'une main aux firmes non financières ce qu'elle leur a apporté de l'autre* » en investissant.

Si le capital financier n'est pas un parasite du capital productif, il est par contre exact qu'il doit consommer de la plus-value – et donc de la richesse sociale produite ailleurs – pour fonctionner, puisque lui-même ne produit rien : il se contente d'avancer l'argent pour que cette plus-value soit produite. (Et en faisant cela, il décide de ce qui est produit, où et comment, en fonction des espoirs de profits futurs qu'il suppute. C'est une sorte de planificateur dont le plan est le produit de ces supputations, aucunement d'une quelconque volonté démocratique des populations).

Observons qu'une relance de la croissance par le moyen de « grand travaux », tels par exemple que de « verdir » la production, se heurterait au même obstacle. De même encore que l'espoir caressé par certains dirigeants d'une nouvelle croissance par le moyen de progrès technologiques « disruptifs ».

En résumé, s'attaquer à l'hyper gonflement et à la concentration du capital financier sans s'attaquer au capital dans sa totalité revient à faire un diagnostic erroné sur les causes de la crise et, en conséquence, se tromper de cible, et courir à l'échec.

Rapports de propriété :

désigne la propriété juridique et financière

Rapports de possession :

désigne la possession réelle, la maîtrise effective des conditions de la production

Rapports de production :

désigne la domination des propriétaires et possesseurs sur les travailleurs dont un résultat est la plus-value et son appropriation par les premiers. Une triple dépossession en quelque sorte (voir T. Thomas, *Propriété et possession, aliénation et liberté*)

Ce qui est la cause, cachée mais fondamentale, de la sénilité du capital, à savoir la diminution drastique de la quantité de travail productif de plus-value qu'il peut employer du fait du développement impressionnant des sciences et techniques et de leurs applications dans la production, est en même temps un moyen formidable, essentiel de l'abolition de ces rapports capitalistes.

Abolir les rapports de possession qui caractérisent le capitalisme, c'est évidemment y substituer des rapports d'appropriation. Mais qu'est-ce à dire ? Il ne suffit pas d'abolir la propriété privée formelle, juridique et financière, de ces moyens, par des nationalisations par exemple. Il faut, et c'est plus difficile et plus long, abolir la possession privée des connaissances scientifiques et intellectuelles en général qui donnent aux individus qui forment aujourd'hui la classe bourgeoise la maîtrise de ces multiples moyens. Cette hyper division sociale possesseurs/dépossédés, si développée dans le capitalisme moderne, est un fondement de cette classe possédante et dominante, bien que cachée derrière l'apparence que ce ne serait là que des travailleurs plus ou moins qualifiés et méritants. Et qui en plus des moyens de production, possèdent aussi nécessairement la maîtrise de l'orientation (quoi produire), la mise en œuvre (comment produire), et la répartition des résultats.

Prendre possession de l'ensemble de ces moyens intellectuels, c'est prendre possession de l'ensemble des connaissances accumulées depuis les origines de l'humanité – ce que Marx appelait le « *general intellect* », ou « le cerveau social » de l'humanité. (...) Certes, il y faudra bien des efforts, bien des « révolutions culturelles », au cours desquelles les individus se changeront eux-mêmes dans leurs capacités, besoins, comportements, et donc dans leurs rapports sociaux. Lesquels deviendront communautaires – et non plus ceux d'individus séparés.

Le potentiel de temps libre est aujourd'hui très important dans tous les pays où le capital s'est développé, ce qui concerne au moins les trois quarts de la population mondiale. Il y a le temps libre déjà créé par le capital (rentiers, chômeurs, précaires, inactifs non répertoriés, etc.). Il y a celui qui pourra être créé immédiatement en supprimant toutes sortes d'activités qui seront rendues inutiles dès la victoire d'une révolution politique. Par exemple dans les domaines financiers, commerciaux (publicité, marketing), dans les monstrueux appareils bureaucratiques étatiques et paraétatiques (des niveaux locaux jusqu'aux sommets) et ceux des grandes entreprises, dans les pléthoriques appareils médiatiques et propagandistes de la « culture » bourgeoise, dans les multiples productions gaspilleuses et néfastes, telles, par

exemple, les diverses productions de luxe, l'automobile personnelle, le sport professionnel, les loisirs aliénés, etc.

Et il y a celui qui sera créé au fur et à mesure que toutes sortes de fonctions et travaux deviendront caducs au cours du processus menant à l'abolition totale des rapports d'appropriation capitalistes, par exemple les fonctions militaires et policières, les travaux de réparation (jamais suffisants d'ailleurs) des multiples dégâts humains et écologiques imputables au mode de production capitaliste. (...) Il y a encore celui qui générera une reprise des gains de productivité qui, non seulement ne seront plus limités par les exigences de la valorisation, mais seront stimulés par la hausse générale du niveau des compétences scientifiques de toute la population, toute entière impliquée dans les choix économiques et sociaux (quoi, combien, comment produire). De sorte que ce qui subsistera de travail contraint, et qui sera partagé entre tous, ne représentera qu'une part tout à fait minime du temps de chacun, ne sera plus déterminant de sa vie.

L'usage communiste du temps libre n'a ainsi rien à voir avec celui que produit le capitalisme, qui est chômage, inactivité, vide, ennui de la vie quotidienne, ou au mieux, selon les moyens financiers de chacun, satisfaction de besoins aliénés suscités par les rapports marchands et « la société de consommation », ce qui n'a évidemment rien à voir avec l'enrichissement réel des individus. L'usage communiste du temps libre consiste à s'en servir comme d'un moyen pour un développement des individus dans le plus de sens possibles : scientifiques, artistiques, corporels, etc. Un moyen d'appropriation du « *general intellect* ».

Cette appropriation a aussi pour résultat que leurs activités deviennent celles d'un travail attrayant, parce qu'un travail riche, un travail où l'individu met en œuvre, développe, perfectionne de multiples qualités, un travail qui répond au besoin personnel qu'il a de faire exister et prospérer ses qualités.

L'abondance qui est une condition et une caractéristique de la société communiste n'a rien à voir avec l'abondance comprise comme accumulation de choses, avec une consommation frénétique, gaspilleuse et jamais satisfaite de choses, d'argent. Elle est abondance de temps libre pour des activités librement choisies, de relations sociales multiples et variées, de la jouissance éprouvée à perfectionner et élargir par ces moyens le champ, le niveau, la qualité de ses compétences, de ses besoins, de ses activités et de ses rapports aux autres.

Savoir que ce but est l'abolition des rapports de propriété, de possession et de production capitalistes, d'où découlera celle de l'Etat et des classes, n'est pas non plus savoir ce que seront les hommes de ce futur, leurs besoins, leur organisation sociale, leurs activités, etc.

Paris, mars 2021.

Annexe 1 Les chambres de compensation

Annexe 2 Egalisation de taux de profit

Cette égalisation (ou « péréquation » dans le vocabulaire de Marx) exécute cette loi qui veut que chaque capital A engagé dans une affaire, quelle qu'elle soit, doive obtenir un même taux de profit (ou à peu près). Tous les capitaux (hors sous-traitants dépendants et dominés) tendent ainsi à obtenir, à peu près, une sorte de profit moyen, ce à quoi ils parviennent en se déplaçant d'une branche à l'autre, d'un pays à l'autre, quittant les moins profitables pour aller vers les plus profitables.

Le mécanisme par lequel cette égalisation est réalisée consiste en une sorte de partage de la plus-value (pl) réalisée globalement de sorte que certaines branches de la production en reçoivent plus qu'elles n'en produisent et d'autres moins. Partage, ou péréquation donc, qui s'effectue aveuglément à travers la concurrence et au moyen de ces déplacements de capitaux. Expliquons-en le principe en prenant l'exemple simplifié de la production de deux marchandises M1 et M2.

Supposons, pour encore simplifier, que M1 et M2 aient été produites avec un même taux d'exploitation (rapport pl/cv) de 1 et aient absorbé la même quantité de travail, 1000, mais avec des valeurs du capital constant (bâtiment, machines, matières premières, etc.) différentes, et telles que leurs valeurs se décomposent alors ainsi :

pour M1, sa valeur 1000 se décompose en 800 Cc + 100 Cv + 100 pl
pour M2, sa valeur 1000 se décompose en 500 Cc + 250 Cv + 250 pl

La marchandise M1 ne serait pas produite dans ces conditions où le capital argent engagé de 900 n'y recevrait qu'une plus-value de 100, alors que seulement 750 engagé dans la production de M2 recevrait 250 de plus-value. la loi du profit moyen doit évidemment jouer pour qu'un capitaliste entreprenne de produire M1.

Supposons un taux de profit moyen à 20%. Le capital argent de 900 engagé pour M1 doit donc obtenir un profit de 180 pour obtenir ce taux, et celui de 750 engagé pour M2 obtenir 150. Cela aboutit à la formation des prix de vente suivants :

$M1 = 900 + 180 = 1080$
 $M2 = 750 + 150 = 900$

Cette péréquation se réalise par le fait que les capitaux fuient la branche de production M1 y réduisant l'offre tant que le prix de vente de 1080 n'est pas atteint, et affluent sur celle de M2, y accroissant la concurrence jusqu'à abaisser le prix de M2 à 900.

A la surface des échanges, la valeur n'apparaît pas (c'est bien pourquoi elle reste un mystère pour les économistes). Les échanges s'effectuent selon des prix qui semblent n'avoir aucun rapport avec elle. Mais au fond le travail reste bien le seul créateur de la valeur. (...) Il y a dans l'égalisation des taux de profit, résultat de la concurrence entre les capitaux, comme une « socialisation » de la plus-value entre tous les capitalistes, l'affirmation que le

capital est général, aujourd'hui « mondialisé ». (...) Les prix sont toujours l'expression des valeurs, mais globalement, à ce niveau de socialisation. A ce niveau global, qui est celui du plein fonctionnement de la loi de la valeur, du travail mondialement socialisé, la somme des prix est toujours égale à la somme des valeurs, la somme des profits à celle des plus-values.

Un procès de production entièrement robotisé, donc n'incorporant pas de travail vivant productif de plus-value, peut néanmoins très bien obtenir du profit tant que la plus-value est produite ailleurs, dans des pays à bas coûts salariaux par exemple (d'où l'intérêt de la mondialisation en général pour tous les capitalistes, pas seulement pour ceux qui délocalisent tout ou partie de leurs procès de production particuliers).

Remarquons enfin que les mouvements de capitaux qui sont nécessaires à la péréquation des taux de profit sont entravés par de multiples aléas comme les brevets, les monopoles, le protectionnisme, et autres faits qui limitent, voire interdisent leur libre déplacement.

Annexe 3
Sur l'autonomie de l'argent